



Sarah El Haïry, secrétaire d'État chargée de la Jeunesse et de l'Engagement « 50 000 jeunes feront leur service national universel l'an prochain »

INTERVIEW

ACCÉLÉRATION Pour la première fois, trois sessions sont prévues l'an prochain. Mais il faudra attendre pour passer à 700 000 adolescents

Cinquante mille jeunes, trois sessions et un budget de 110 millions d'euros. Après un premier essai auprès de 2 000 volontaires en 2019, une session avortée en 2020 puis un nouveau départ avec 15 000 participants l'été dernier, le service national universel (SNU) va monter en puissance. L'objectif, assure la secrétaire d'État chargée de la Jeunesse et de l'Engagement, Sarah El Haïry, est bien de généraliser le dispositif à toute une classe d'âge. Une promesse d'Emmanuel Macron qui devra attendre un événement deuxième mandat.

Comment le SNU va-t-il évoluer en 2022 ?

Nous allons passer une étape structurante : 50 000 jeunes feront leur service national universel l'an prochain. Pour la première fois, nous allons leur proposer trois dates d'inscription – en février, juin et juillet – afin de permettre à davantage de jeunes de vivre cette aventure. Ceux qui n'avaient pas pu participer l'an passé seront informés dès l'ouverture des inscriptions, le 8 novembre. Cet été, en raison des protocoles sanitaires, nous avons accueilli un peu moins de 15 000 jeunes. Mais nous avons reçu plus de 30 000 inscriptions ! On marche à grands pas vers la généralisation. À terme, le projet est que l'ensemble d'une classe d'âge puisse bénéficier du SNU : soit plus de 700 000 jeunes chaque année.

Quand deviendra-t-il obligatoire ?

L'obligation devra passer par un débat parlementaire, mais pas sous cette législature. Ma mission est de préparer cette généralisation en déterminant l'investissement nécessaire ou encore les besoins

en immobilier. J'ai par exemple demandé à l'inspection générale un rapport qui dresse l'état des lieux de l'immobilier de l'État. Quoi qu'il en soit, ce sera progressif. On peut dire que 2022 sera une répétition générale.

Quel sera le budget de cette troisième édition ?

Il sera de 110 millions d'euros, soit 2 200 euros par jeune. Nous sommes en train de recruter 80 personnes supplémentaires pour renforcer les services qui portent le SNU au niveau départemental.

Le contenu du séjour de cohésion sera-t-il le même ?

Nous allons améliorer les modules pour être encore plus dans la pratique. Je pense notamment à celui sur le développement durable, qui a été le moins plébiscité. En réalité, le socle de connaissances des jeunes était déjà important. Ils avaient envie d'agir, par exemple en ramassant les déchets sur les plages. Dans l'optique de lutter contre l'abstention, nous allons aussi renforcer le module consacré à la citoyenneté par des simulations de conseils municipaux ou du Parlement européen. Les jeunes ont été très friands de ces exercices concrets.

La deuxième phase, qui consiste en une mission d'intérêt général auprès d'une association ou d'une collectivité, va-t-elle aussi évoluer ?

Désormais, tous les participants se verront proposer au minimum une mission près de chez eux, libre à eux d'en choisir une autre. Nous constatons des inégalités entre les territoires, à l'image du tissu associatif. Pour ne laisser aucun jeune dans la difficulté, j'ai écrit à tous les maires des communes qui comptent un jeune ayant participé au SNU, pour les inciter à proposer eux aussi des missions.

L'étude de l'Injep (voir ci-dessous) évoque le cas des faux volontaires, qui se disent moins satisfaits de leur séjour et adhèrent moins aux valeurs du SNU, comme l'uniforme et le lever des couleurs. Est-ce un signal inquiétant avant une possible généralisation ?

Parmi ces jeunes qui ne voulaient

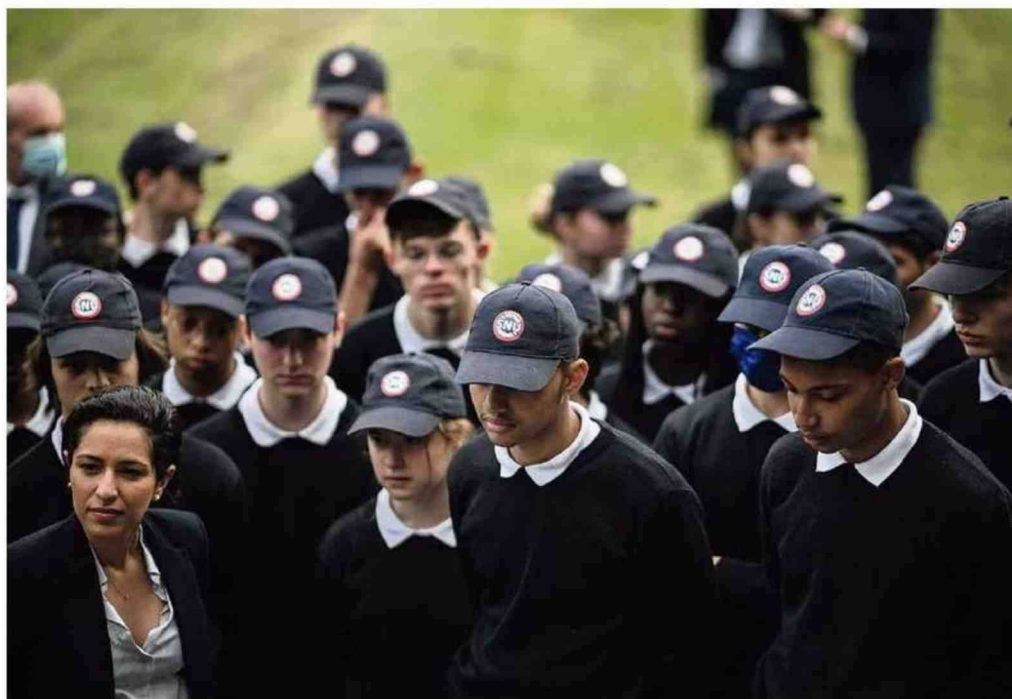
pas participer au SNU et que les parents ont souvent contraints, sept sur dix se disent satisfaits ou très satisfaits du SNU et le recommanderaient à un ami. On peut faire mieux, mais c'est rassurant. Cela veut dire qu'ils ont, malgré tout, tiré profit de cette expérience. Par ailleurs, plus on avance vers la généralisation, plus on améliore le contenu des modules et la formation des encadrants. Concernant l'uniforme, les jeunes en sont très fiers ! Il permet de gommer certaines inégalités et favorise la mixité et le sentiment d'appartenance. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR AUDE LE GENTIL

À retrouver sur lejdd.fr

L'INTÉGRALITÉ DE L'INTERVIEW

« L'uniforme permet de gommer certaines inégalités »



En bas à gauche, Sarah El Haïry avec les jeunes du SNU, le 1^{er} juillet à Jambville (Yvelines). ÉLIOT BLONDET/POOL/BESTIMAGE

